

# Hausse des prix de l'énergie : Poutine dément que la Russie instrumentalise le gaz russe contre l'Europe. Faut-il le croire ?



La Russie a nié avoir utilisé l'énergie comme arme politique alors que l'Europe est confrontée à une flambée des prix. Peut-on croire Vladimir Poutine ?

Avec Cyrille Bret

**Atlantico : Le [président Russe a nié, ce jeudi, utiliser le gaz Russe comme une arme politique](#) , dénonçant des foutaises lancées dans un but politique. Hier, il plaidait pour une stabilisation des marchés qu'il jugeait « très importante ». A quel point peut-on croire les dire de Vladimir Poutine ?**

**Cyrille Bret** : Pour la Russie, l'énergie est une arme. Mais c'est une arme à double tranchant. 1<sup>er</sup> exportateur mondial de gaz naturel et 2ème exportateur mondial de pétrole, la Russie utilise l'atout de ses réserves et de sa production pour peser dans les relations internationales. Mais elle est dépendante de ces ressources et des cours ainsi que de la demande.

Revenons sur les déclarations du président de la Fédération : son appel à la stabilité est sincère alors que sa dénonciation des « foutaises » appelle à plus de réserve. La stabilité des cours, de la demande et des lignes d'approvisionnement en matière d'hydrocarbure est essentielle pour l'économie russe, pour les finances publiques de la Fédération et pour le pacte social des présidences Poutine. Les exportations de gaz et de pétrole génère entre le tiers et la moitié des recettes fiscales de l'État central. Quand les cours ou la demande baissent, les politiques publiques sont remises en cause, comme lors de la crise de 2015. Les exportations énergétiques sont une rente qui rend vulnérable l'État russe et, à travers lui, le système politique du président. En revanche, il est évident que la Russie n'a pas seulement un rapport économique à ses exportations de défense. Ses principaux clients sont des voisins avec lesquels elle entretient des relations tendues (Ukraine, Allemagne) ou des liens de proximité (Chine, Hongrie, Turquie). En 2008 comme en 2014, elle a utilisé les tarifs préférentiels concédés à l'Ukraine comme levier pour accentuer la pression sur elle. Depuis 2015, elle tente de faire pression sur l'Allemagne à travers le gazoduc Nordstream 1 et 2. Mais cette « arme » n'est pas facile à manier. Il ne s'agit pas d'une élucubration quand on affirme que l'énergie est un facteur de puissance pour la Russie dans son voisinage. Mais elle ne la place pas nécessairement en position de force.

## **D'où viennent les soupçons qui pèsent sur l'exécutif Russe ?**

**Cyrille Bret :** A plusieurs reprises depuis deux décennies, la Russie utilise les exportations de gaz et de pétrole pour influencer les relations internationales. Quand, en 2014, elle s'est trouvée frappée par les sanctions occidentales suite à l'annexion de la Crimée, elle a accéléré le projet de gazoduc entre la Sibérie orientale et la République Populaire de Chine (Force de Sibérie) pour souligner qu'elle n'était pas isolée internationalement. Quand l'Union européenne a commencé à intégrer dans son orbite plusieurs Etats des Balkans, elle a renforcé son poids dans le mix énergétique de plusieurs d'entre eux (Bulgarie, Serbie) pour se ménager des appuis dans la région et même contrecarrer l'influence de l'Union européenne. Dans son « étranger proche », la relation spéciale construite avec la Biélorussie repose en large partie sur l'octroi de tarifs préférentiels pour l'énergie. Le régime Loukachenko peut compter sur des approvisionnements aisés en énergie afin d'essayer de calmer le mécontentement social.

## **Il y a une semaine, le président Russe estimait que la hausse de tarifs du gaz s'expliquait par un refus européen de signer des contrats de long terme avec la Russie. L'UE a-t-elle effectivement manqué de prévoyance ?**

**Cyrille Bret :** Depuis une décennie, l'Union européenne tente de défendre sa souveraineté énergétique en bâtissant une position commune à l'égard de la Russie. Depuis plusieurs décennies, avant même la fin de l'URSS, les Européens se liaient avec la Russie par des contrats de long terme. Cela créait une symbiose énergétique et économique entre les deux versants du continent. Le refus des Européens est inspiré par la méfiance que la Russie suscite aujourd'hui à Paris, Bruxelles et Berlin.

Mais la hausse des prix des hydrocarbures n'est pas imputable principalement à l'Union européenne. Depuis 2015, la Russie s'est alliée à l'OPEP dans le format OPEP+ pour réduire les quantités produites et faire remonter les cours. Il en va de l'équilibre des finances publiques russes. C'est une question vitale pour le pays et sa stabilité politique.

## **Sur le sujet du gaz, dans quelle mesure l'Union européenne et la Russie ont-ils besoin l'un de l'autre ? Est-ce suffisant pour ne chercher à se nuire ?**

**Cyrille Bret :** L'interdépendance est manifeste car la Russie est le premier fournisseur de gaz naturel de l'Union et, réciproquement, l'Union est le premier client de la Russie. De même, la sécurité des lignes d'approvisionnement est d'intérêt commun du nord (Arctique, Baltique) au sud (Balkans, Méditerranée) du continent. Cette symbiose énergétique fournit aux industriels européens de l'énergie à coût modéré qui, de plus, est perçue comme moins polluante que le charbon ou le pétrole.

Les intérêts économiques sont convergents mais la compétition politique est forte de sorte que la tentation est grande, de part et d'autre, d'utiliser ce canal d'échange au sein d'un bras de fer. Un point est établi : à brève échéance, l'Union aura toujours un fort appétit pour le gaz russe et, réciproquement, la Russie aura toujours besoin des débouchés européens.